

- Enfin, le programme de coopération avec le monde des affaires, qui appuie les initiatives de compagnies canadiennes désireuses de participer aux efforts de développement.

Le reste de l'APD, soit environ 25 p. 100, provient de contributions d'autres ministères et organismes publics. Le ministère des Finances, par exemple, verse la contribution canadienne à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et à l'Association internationale de développement, souvent désignées globalement sous le nom de Banque mondiale. Au cours de l'exercice financier 1984-1985, la cotisation canadienne à ces organismes s'est élevée à 207,7 millions de dollars.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), pour sa part, soutient les initiatives des pays du tiers monde dans leurs efforts en vue de se doter de capacités de recherches dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, des pêches, de l'énergie, de la santé et de l'éducation. En 1984-1985, l'assistance du CRDI s'est élevée à 84,6 millions de dollars.

Le ministère des Affaires extérieures contribue de son côté aux budgets ordinaires et aux dons volontaires de plusieurs organisations multilatérales, telles l'Organisation mondiale de la santé et la FAO, tandis que Postes Canada et Santé et Bien-être social Canada participent au financement d'activités de développement d'autres organismes internationaux. Ces contributions ont totalisé 50,5 millions de dollars en 1984-1985.

La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale a été créée en 1981 dans le but d'aider les pays en développement à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole importé en utilisant la technique et le savoir-faire canadiens dans la prospection pétrolière et gazière. Elle a consacré 53,2 millions de dollars en 1984-1985 à la réalisation de projets de développement.

Les gouvernements provinciaux participent également à l'effort d'aide au développement du tiers monde en appuyant les programmes des ONG. Ils ont versé des contributions totalisant 9,7 millions de dollars à ces programmes, en 1984-1985.

AIDE CANADIENNE AUX PAYS FRANCOPHONES EN DÉVELOPPEMENT

Le Canada fournit une aide au développement, sous une forme ou une autre, à 31 pays membres de la Francophonie. Vingt-six d'entre eux sont situés en Afrique, trois dans les Antilles, un au Moyen-Orient et un en Océanie.

a) Afrique:

Pour des raisons administratives, l'ACDI a divisé le programme canadien d'aide à l'Afrique en un programme pour l'Afrique francophone et un programme pour l'Afrique anglophone. Quatre pays africains membres de la Francophonie se trouvent conséquemment rattachés administrativement au programme de l'Afrique anglophone; ce sont: Djibouti, l'Égypte, l'île Maurice et les Seychelles.

Le programme canadien d'aide à l'Afrique francophone a commencé au début des années soixante-dix. Les secteurs prioritaires de développement ont été l'agriculture, l'énergie et le développement des ressources humaines, bien qu'une aide importante fut aussi apportée aux domaines des transports, des communications, de l'approvisionnement en eau, des établissements humains, de l'environnement, de la santé et de la population. De plus, une attention plus grande a été accordée ces dernières années à l'intégration de la femme dans le développement.

De 1981-1982 à 1985-1986, l'aide publique canadienne aux pays africains membres de la Francophonie a dépassé au total 1,6 milliard de dollars. Les 10 pays de concentration, où l'ACDI poursuit un programme pluriannuel de coopération, et le programme régional du Sahel ont absorbé plus de 70 p. 100 de cette APD. L'aide à ces pays de concentration s'est répartie comme suit: Burkina-Faso (69,11 M\$), Cameroun (125,69 M\$), Côte-d'Ivoire (94,69 M\$), Égypte (210,65 M\$), Guinée (60,96 M\$), Mali (103,77 M\$), Niger (97,67 M\$), Rwanda (85,0 M\$), Sénégal (121,6 M\$) et Zaïre (151,85 M\$); le programme du Sahel a, pour sa part, reçu 58,13 M\$ durant les cinq dernières années.

Pendant cette même période, quelque 179,6 millions de dollars ont été alloués au chapitre de l'aide alimentaire et 59,2 millions de dollars en assistance humanitaire, aux pays d'Afrique membres de la Francophonie. De plus, l'ampleur de la sécheresse qui a frappé la région sahélienne a donné lieu à une